



Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix

DE LA « QUESTION TOUARÈGUE » AUX MÉMOIRES DU CONFLIT : POUR UNE RÉCONCILIATION MALIENNE

Adib Benchérif

Un rapport du projet Stabiliser le Mali
FÉVRIER 2018

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques
Université du Québec à Montréal
455, boul. René-Lévesque Est, Pavillon Hubert-Aquin
4e étage, bureau A-4410
Montréal (Québec) H2L 4Y2
chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca

© Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques | UQAM
Tous droits de reproduction, de traduction ou d'adaptation réservés

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN : 978-2-922844-81-8
Février 2018

Table des matières

Avant-propos	iv
Remerciements	v
Résumé	vi
Introduction	8
I. Méthodologie et défis narratifs	9
II. Mosaïque politique touarègue au Mali : Une unité tangible ou rêvée ?	10
III. Mémoires et rébellions touarègues	14
1) La rébellion touarègue contre le colonisateur	15
2) La rébellion ou plutôt la révolte touarègue de 1963	16
3) La rébellion étendue et généralisée des années 1990	18
4) La rébellion touarègue de 2006	20
Conclusion	21
Bibliographie	23
À propos de l'auteur	27
À propos du Centre FrancoPaix	28

Avant-propos

Le rapport qui suit est une analyse de la « question touarègue » par Adib Bencherif, doctorant à l'Université d'Ottawa. Sur la base d'une recherche de terrain exhaustive, M. Bencherif remet en perspective une grille de lecture qui met de l'avant les rébellions touarègues pour expliquer le conflit malien. Son analyse des mémoires rebelles est ainsi essentielle afin de mieux comprendre tant les dynamiques du conflit entre les Touaregs et l'État malien que celles entre les différentes communautés touarègues.

Dans les prochains mois, le Centre FrancoPaix publiera des rapports et des analyses complémentaires qui couvriront différents aspects et différentes dimensions de la situation au Mali. Un rapport final sera publié au printemps 2018. Les pages suivantes font donc partie intégrante d'un effort de recherche collectif.

En effet, en septembre 2016, le Centre FrancoPaix a mis en œuvre un projet de recherche d'envergure sur le conflit malien et ses engagements internationaux. Intitulé « Stabiliser le Mali : les défis de la résolution des conflits », le projet vise à produire une analyse scientifique rigoureuse des dynamiques du conflit malien. Misant sur des analyses multidisciplinaires et multidimensionnelles de la situation et des possibilités d'action, au moyen d'une panoplie de méthodes qualitatives et quantitatives et en s'adjoignant l'aide d'une équipe de huit chercheurs experts, l'initiative vise à établir les liens et les relations entre les variables multiples, notamment les corrélations entre les dynamiques du conflit et celles de l'intervention internationale. En l'occurrence, le projet Mali contribuera à développer une compréhension détaillée et enrichie du conflit et des ouvertures pour établir la paix.

Nul ne peut douter de la complexité de la situation au Mali. Les difficultés inhérentes au processus de paix sont évidentes. Les limites de la médiation et des interventions internationales sont considérables, et certains diront, contre-productives. Nous ne prétendons pas connaître ou avoir découvert la solution au conflit malien, mais nous sommes convaincus que notre approche et notre équipe sauront cerner et analyser les liens cruciaux entre les diverses dimensions du conflit, ce qui permettra incidemment de jeter un nouvel éclairage sur celui-ci.

Bonne lecture.

Bruno Charbonneau

Professeur agrégé de science politique

Université Laurentienne

Directeur du Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Université du Québec à Montréal

Remerciements

Je suis particulièrement reconnaissant au Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union Africaine (UA), Smaïl Chergui, et au président Pierre Buyoya pour avoir accepté de m'accueillir au sein de la MISAHÉL dans le cadre de mes recherches sur les mémoires et sur les représentations du politique par les élites touarègues au Mali et au Niger. Mes remerciements vont tout particulièrement à Monsieur Kazadi Ntolé, qui a été chef de l'unité politique et conseiller spécial du chef de la MISAHÉL, avec qui j'ai eu de très nombreux débats, questionnements et discussions stimulantes. Ma gratitude s'étend aussi à mes interlocuteurs maliens et à l'ensemble des communautés touarègues au Mali qui m'ont permis de raffiner mes réflexions. J'ai une pensée toute particulière pour mes amis de l'ONG Azhar mais aussi à Jacqueline Dupuis, à qui je dois de nombreuses rencontres au Mali. Certaines de mes réflexions ont continué à murir au grès de mes échanges avec mes interlocuteurs au Niger. Qu'ils en soient aussi remerciés.

Par ailleurs, je suis très reconnaissant envers le Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH) du Canada pour m'avoir octroyé la bourse Joseph Armand Bombardier (767 2015 1494), sans laquelle cette recherche n'aurait pu être possible. Mes remerciements vont aussi au Professeur Charbonneau, au Centre FrancoPaix et à la Chaire Raoul-Dandurand qui permettent la diffusion de ce type de recherche aux universitaires mais aussi aux praticiens et au grand public. Je remercie, une fois de plus, mon directeur de thèse Cédric Jourde et son acharnement à vouloir la réalisation d'un travail de terrain rigoureux, où le quotidien et le regard des acteurs locaux sont au cœur de la recherche. Enfin, je remercie mes parents, ma sœur et mon frère pour leurs compréhension et patience dans le cadre de mes recherches sur le terrain et m'excuse auprès d'eux pour les inquiétudes qu'elles ont trop souvent provoquées. Tenemert.

Résumé

La relation entre certaines communautés touarègues et l'État malien est conflictuelle, et ce, dès l'obtention de l'indépendance du Mali. S'il est courant de parler de la « question touarègue » pour aborder le conflit entre les Touaregs, principalement au nord du pays, et les populations bambaras/malinkés et l'autorité centrale au sud du pays, celle-ci tend en vérité à réifier de nombreux préjugés hérités, en partie, de l'époque coloniale. Par ailleurs, les rébellions touarègues (de 1963, des années 90, de 2006, et de 2012) et les répressions successives commises par les représentants de l'État ont progressivement accentué les ressentiments de part et d'autre et nourri des mémoires alimentant les potentialités de conflit. L'objectif de ce rapport est de remettre en perspective les représentations en conflit et du conflit par une lecture historique attentive. Il s'agit aussi de saisir les formations des différentes représentations et ressentiments présents dans les mémoires. L'accent sera mis sur la conflictualité entre les Touaregs et l'État malien et entre les différentes communautés touarègues. Acteurs principaux des rébellions successives au Mali, l'étude se veut centrée sur les Touaregs. Le matériel utilisé dans ce rapport a été collecté lors d'un terrain de recherche au Mali, réalisé de décembre 2016 à février 2017. Ce matériel se constitue principalement d'entrevues semi-dirigées et de discussions avec des cadres et leaders touaregs, ainsi que d'échanges avec des acteurs et experts internationaux.



DE LA « QUESTION TOUARÈGUE » AUX MÉMOIRES DU CONFLIT : POUR UNE RÉCONCILIATION MALIENNE

Introduction

L'État malien est souvent dépeint comme prisonnier d'un cycle de rébellions touarègues, et ce, depuis son indépendance. Les analystes identifient depuis l'indépendance quatre rébellions touarègues (Bourgeot 2012 ; Barbet 2015 ; Ag Khammadine 2013). La première entre 1963 et 1964 a été réalisée par quelques Touaregs de la région de Kidal. La seconde rébellion a eu lieu dans les années 1990. Elle fut la première rébellion à se généraliser à l'ensemble du nord du Mali. La troisième rébellion déclenchée en 2006 fut, quant à elle, de courte durée et donna lieu la même année à la signature de l'Accord d'Alger entre les parties. La quatrième rébellion touarègue a été amorcée en 2012. En plus du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), qui s'inscrit dans la continuité des revendications touarègues vis-à-vis de l'autorité centrale, des groupes djihadistes transnationaux - Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et le Mouvement pour l'Unité du Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) - et un groupe djihadiste à la nature ambiguë *Ansar Dine*,¹ allaient être les groupes déclenchant le conflit armé au nord du Mali en 2012. Ils vont par la suite conquérir l'ensemble du nord du Mali que les Touareg autonomistes et indépendantistes qualifient d'*Azawad*.² Les groupes djihadistes prendront cependant rapidement le dessus et deviendront les acteurs contrôlant l'*Azawad* jusqu'à l'intervention militaire française en janvier 2013. Au cours des années suivantes, on assistera à un phénomène de fragmentations des groupes armés touaregs et à la multiplication des milices communautaires arabes, songhaïs, touaregs et peuls, sous fond de rapports de force intercommunautaires et intertribaux circonstanciels et fluides (Bencherif et Campana 2017; Boutellis et Zahar 2017).

Ainsi, les analyses sur les groupes djihadistes et sur la multiplication de groupes armés au nord du Mali se sont multipliées. La démarche de ce rapport n'est pas de relativiser le travail réalisé dans ces études, qui pour certaines sont très fouillées (Sandor 2017 ; Boutellis et Zahar 2017; Bencherif 2017), ni d'occulter les risques sécuritaires et menaces multiples

¹ Iyad Ag Ghali est l'un des leaders de la rébellion touarègue des années 1990. Il bénéficie donc d'une aura et d'une légitimité encore d'actualité au sein de nombreuses franges de la communauté touarègue, notamment au sein de la tribu des *Ifoghas*. Son engagement dans la voie d'un Islam conservateur et salafiste au cours des années 2000 est inexplicable pour de nombreux Touaregs (notes de terrain 2016-217). Toutefois, les liens d'allégeance préexistants et de solidarité entre tribus touarègues ont amené Iyad Ag Ghali à être soutenu par de nombreux jeunes Touaregs du nord du Mali lors de la création de son groupe Ansar Dine en 2012, particulièrement dans la région de Kidal. Parallèlement à cela, il est parvenu à recruter dans certains milieux radicalisés des différentes communautés au nord et au centre du Mali et de bénéficier de l'aide d'AQMI et du MUJAO (notes de terrain 2016-2017). Ag Ghali s'inscrit donc à la fois dans la continuation des revendications touarègues passées, tout en ayant épousé la voie du djihad, entretenant des relations avec des groupes djihadistes transnationaux. Pour appréhender la réalité trouble d'Ansar Dine, se référer à International Crisis Group (2012) ; Bencherif et Campana (2017) et Bencherif (2017).

² L'*Azawad* référerait originellement à un espace dans la région de Tombouctou ; le terme semble s'être étendu pour qualifier plus généralement l'ensemble du nord du Mali au cours des années 1990. Aucune historicisation étayée de cette notion ne semble exister dans la littérature. La réalité culturelle de l'*Azawad* a été toutefois reconnue et consacrée dans le préambule du Pacte national de 1992 et au sein de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger de 2015.

et plausibles dans la région, mais d'apporter un regard complémentaire pour appréhender le conflit, plus spécifiquement sur les relations entre les communautés touarègues au Mali et l'autorité centrale. Piégés dans l'immédiateté des dynamiques du dernier conflit, les analystes peuvent perdre de vue la dimension politique attachée aux récits des acteurs locaux et la complexité du paysage politique touareg. En effet, les communautés touarègues entretiennent des représentations différentes de leurs relations entre elles et de leurs relations à l'État, en fonction des événements, des circonstances et de leur positionnement dans les rapports de forces inter- et intracommunautaires. Ce rapport mettra donc l'accent sur les mémoires du conflit de l'autorité centrale et des principales communautés touarègues au Mali, pour expliciter les divers positionnements.³ Après avoir présenté la méthodologie de ce rapport, nous présenterons un portrait de la mosaïque politique touarègue, en questionnant ses contours et son éventuelle unité. Dans un second temps, nous nous pencherons sur les principaux épisodes de confrontations entre les groupes armés touaregs et l'autorité centrale et sur les imaginaires véhiculés et renforcés progressivement au cours de l'histoire de l'État malien postcolonial.⁴ Les épisodes étudiés dans le présent rapport sont : 1) la rébellion touarègue contre le colonisateur, particulièrement celle animée par Firhoun entre 1916 et 1917, 2) la rébellion, ou plutôt la révolte touarègue de 1963, 3) la rébellion généralisée et étendue des années 1990 et 4) la rébellion touarègue de 2006. Celles-ci sont mises en relation avec la dernière rébellion touarègue amorcée en 2012. En effet, les interlocuteurs interrogés connectent ces épisodes dans leurs récits les inscrivant dans une continuité. Pour pouvoir régler ce que le milieu des analystes et des observateurs ont pris pour habitude d'appeler « la question touarègue » (Salifou 1993), il convient, au commencement, de remettre en perspective les dynamiques et mémoires qui ont cristallisé et entretenu cette « question ».

I. Méthodologie et défis narratifs

Dans le cadre de mes recherches au Mali, j'ai effectué deux séjours de recherche en 2016-2017. Depuis le début du conflit en 2012, les élites touarègues ont été très sollicitées et questionnées dans le cas malien par de multiples analystes, chercheurs et observateurs étrangers. Par conséquent, leur récit est très rôdé et adapté aux interlocuteurs en fonction du positionnement identifié ou supposé sur ce dernier dans l'espace extérieur et dans l'arène nationale (Entrevue avec Luis Martinez, 24 novembre 2016). Pour pouvoir appréhender *a minima* la complexité de ce monde touareg, il a donc fallu adopter une attitude modeste et mener de longues discussions, où les entretiens semi-dirigés pouvaient se changer au grès des circonstances en entretiens non directifs et vice-versa. Au cours de ces deux terrains au Mali, j'ai été chercheur stagiaire au sein de la Mission pour le Sahel et le Mali (MISAHEL) de l'Union Africaine, à Bamako. Parallèlement à mes observations au sein de la médiation internationale, je menais des entrevues, principalement avec les différentes élites touarègues. J'ai rencontré des élites touarègues appartenant aux membres des groupes armés, de l'administration malienne ou encore de la société civile.

³ Les mémoires sont appréhendées dans la présente étude comme les récits mobilisés et partagés par les groupes lorsqu'ils se racontent leurs histoires respectives et les faits vécus.

⁴ Les relations entretenues avec les autres communautés, tels que les Arabes et les Songhaïs, seront brièvement abordées, tout au long du présent exposé.

Dans le cadre de ce rapport, l'objectif est de présenter un portrait général des récits convoqués par les élites touarègues et de dégager des logiques tendancielle à l'intérieur de ce monde touareg, suivant principalement des lignes tribales, de catégories statutaires⁵ et générationnelles. Les entretiens ne seront explicitement mentionnés que pour avancer la vision d'un acteur particulier ou lorsqu'il s'agit de le citer pour affirmer une différence, illustrer une tendance dégagée ou un élément *a priori* surprenant.

II. Mosaïque politique touarègue au Mali : Une unité tangible ou rêvée ?

Les Touaregs sont des populations d'origine berbère nomadisant dans l'espace sahélo-saharien, dont les modes de vie et de déplacement se sont complexifiés depuis les indépendances (Grémont 2014). En effet, certaines franges des populations se sont sédentarisées, certaines nomadisent partiellement autour de sites de fixation, sinon, au grès des saisons en fonction des pâturages disponibles et nécessaires à leurs troupeaux (Grémont 2014 ; Bourgeot, 1990b ; notes de terrain 2016-2017). Enfin, d'autres ont augmenté leurs mouvements et sont impliqués dans divers trafics, allant des trafics centrés sur les produits de subsistance, trafics appelés *lahda* et majoritairement constitués de produits de première nécessité amenés d'Algérie (Scheele 2011, 2012), ou encore de trafics de cigarettes, d'armes et de drogues (Scheele 2011 ; Kohl 2013 ; Bencherif 2018). Dans un temps précolonial, les populations touarègues étaient principalement structurées autour des confédérations de l'Ajjer, de l'Aïr, de l'Ahaggar et de l'Adagh. Ces confédérations se trouvent en Algérie, en Libye, au Mali, au Niger et au Burkina Faso.

Lors de nos échanges, les élites touarègues insistaient sur le fait qu'ils préféreraient se nommer par un terme émique. Il s'agit du terme *Kel Tamasheq* qui signifie « les gens qui parlent le Tamasheq ».⁶ Dans le cadre de ce rapport, nous mobiliserons plutôt le terme « Touareg » et ses déclinaisons parce qu'il est plus connu et intelligible pour les lecteurs.⁷

Les Touaregs vivent principalement au nord du Mali, dans les trois régions de Gao, Tombouctou et Kidal.⁸ Contrairement au sud du Mali, le nord du pays ne s'inscrit pas historiquement dans l'espace culturel mandingue/bambara. L'ancien royaume du Mali, utilisé en référent historique par les pères de la nation, notamment sous Modibo Keita, ne s'étendait pas jusqu'au nord du pays (Lecocq 2010, 70-74). Le nord du Mali n'est toutefois pas composé exclusivement de Touaregs. On y trouve, notamment, des communautés arabes, peuls et songhaïs. Les Songhaïs sont d'ailleurs majoritaires dans la région de Gao et de Tombouctou. Les Touaregs seraient majoritaires dans la région de Kidal (OCDE 2015). Il est néanmoins difficile d'établir une représentation démographique de ces

⁵ Terme qui est interchangeable avec le concept de « caste » dans le présent texte.

⁶ Le *tamasheq* étant la langue touarègue. Il existe de très nombreux dialectes et variations, notamment dans la prononciation (Casajus, 1990). Au Niger, mes interlocuteurs employaient plutôt le mot « *tamajak* » et non « *tamasheq* », *tamajak* étant la déclinaison sonore locale.

⁷ Le terme émique *Imushagh* (au Mali) était parfois préféré au terme « touareg » par les élites touarègues au Mali mais évoque, en partie, le langage de la caste dominante (Bourgeot, 1990a, 131-132 ; Casajus 1990).

⁸ Ces trois régions sont récemment devenues cinq régions avec la création des régions de Ménaka et Taoudénit, répondant très vraisemblablement aux souhaits de leaders communautaires et de *big men* cherchant à devenir dominants sur leurs arènes locales (notes de terrain 2016-2017).

communautés, sachant que le sujet est très politisé.⁹ Par ailleurs, les différents groupes ethniques, selon les régions et les localités, ont cohabité et échangé entre eux de manière plus ou moins importante. Au cours des siècles passés, s'il y a eu certainement des conflits, il y a eu aussi des relations de bon voisinage et d'entraide entre les différents groupes ethniques autour du fleuve, à l'instar des dynamiques passées dans la région de Gao (Grémont et al., 2004).

Le monde touareg est souvent dépeint comme divisé en tribus où les *rezzous* (« razzias ») structurent les rapports entre eux et les autres communautés (Boilley 1999, 9 ; Boutellis et Zahar 2017, 7). Cette représentation renforce la caricature d'un Touareg ayant un rapport prononcé à la violence. Les écrits coloniaux sont d'ailleurs partagés entre une représentation du Touareg rebelle et insoumis, à qui l'on ne peut faire confiance, y compris après la formalisation d'un accord avec des chefs de tribus, et une fascination romantique pour cette « figure noble et libre » (Lecocq 2010 ; notes de terrain 2016-2017). Cette fascination romantique à l'époque coloniale et entretenue par certains Français « amoureux » d'une cause touarègue a certainement participé à alimenter la rébellion touarègue des années 1990 (Casajus, 1995), mais aussi les tensions actuelles entre les communautés maliennes (notes de terrain 2016-2017).¹⁰

Cependant, depuis le début de la dernière rébellion touarègue de 2012, les autorités françaises, notamment au sein de l'armée, semblent chercher à trouver une position « équilibrée » et pragmatique, entre les différentes communautés dans le pays pour préserver l'intégrité territoriale de l'État malien (notes de terrain 2016-2017).¹¹ Sur la question de l'intégrité territoriale de l'État malien - et bien que les doctrines diffèrent sur bien des aspects entre le gouvernement français et algérien - les autorités algériennes semblent défendre la même ligne. Ces dernières priorisent aussi l'intégrité territoriale malienne (notes de terrain 2016-2017), dans ce « bricolage » entre parties au conflit (Guichaoua et Pellerin, 2017). Toutefois, la carte algérienne est de jouer le rôle de médiateur à chaque rébellion touarègue. Ainsi, tout en essayant de mobiliser leurs différents réseaux pour asseoir les différentes parties à la table des négociations, le pouvoir

⁹ Un des enjeux sous-jacents, limitant toute tentative d'avoir un portrait démographique précis, est de savoir si l'on considère l'appartenance à un groupe ethnique par l'entremise de la langue parlée par l'individu. De plus, certaines élites touarègues et les représentants de l'administration malienne en général ont tendance à entretenir un rapport trouble d'inclusion/exclusion des communautés touarègues noires dans leur entendement du monde touareg. Les termes employés le plus souvent sont d'ailleurs « *Bella* » (terme Songhaï) ou « *Iklan* » (terme *Tamasheq*) et non « Touaregs noirs », dans l'espace privé. Ils réfèrent au statut passé d'esclaves des ancêtres de cette caste. Bien qu'affranchis, ce rappel d'origine dans ce nom de caste participe à réifier et renforcer les catégories statutaires existantes, ou tout du moins leurs reliquats dans les imaginaires locaux.

¹⁰ Simultanément, de nombreuses élites touarègues m'ont fait écho que les autorités françaises avaient promis de les soutenir si les Touaregs ne soutenaient pas Kadhafi alors que la chute de son régime n'était pas encore certaine. Cet élément que l'on peut considérer comme une « rumeur » dans le milieu est toutefois très présente dans l'imaginaire touareg mais aussi au Mali, où des membres d'autres communautés ethniques me racontaient cette même histoire sous le ton de la confiance. Quelque soit le niveau de véracité de ce récit, il illustre aussi le sentiment antifrçais très présent localement qui se réactive d'ailleurs avec intensité, lorsque les enjeux de trafics migratoires et de déploiements militaires dans la région sont au cœur de l'actualité.

¹¹ Bien que des tendances nombreuses semblent traverser les responsables et les forces de sécurité françaises (notes de terrain 2016-2017).

algérien « réactive les accords de paix précédents » pour la formulation d'un nouvel accord de paix (notes de terrain 2016-2017). Cela amène toutefois les différentes parties du conflit à souvent s'inscrire dans un récit où la situation de conflit actuel serait causée le plus souvent par la France, parfois par l'Algérie, ou encore par les deux États. La responsabilité du conflit malien est dès lors externalisée à travers cette rhétorique. Le groupe armé ennemi est ainsi considéré comme aidé, soutenu ou même créé par un de ces deux États. Cette perception est très partagée sur le terrain par les élites maliennes, avec une sorte de déni des responsabilités locales des différentes parties du conflit malien (notes de terrain 2016-2017).

Au-delà du rôle des acteurs extérieurs, la question d'un ordre politique touareg a été débattue dans la littérature scientifique, particulièrement entre les chercheurs Claudot-Hawad (1992, 1993) et Bourgeot (1992). Claudot-Hawad (2001) soutient une historicité de la nation touarègue, mobilisant une « cosmogonie » d'un espace politique, social et culturel touareg. Cette auteure est d'ailleurs très mobilisée par les élites touarègues pour légitimer l'*Azawad*. Le concept de *tumast*, signifiant « communauté », allait être mobilisé de manière extensive pour signifier nation au cours de la préparation et pendant la rébellion touarègue des années 1990, renforçant le regard ethnocentré des rebelles touaregs (Lecocq 2010). Pour Bourgeot (1992), le concept de « nation touarègue » serait infondé, sachant qu'il n'y aurait jamais eu par le passé d'ordre politique touareg unifié ni de projet politique commun. Toutefois, la structuration d'un projet collectif qualifié d'*Azawad* ne signifie-t-elle pas la matérialisation d'un possible où l'unité politique touarègue est pensée ? Comme tout récit national ou identitaire, l'on s'inscrit dans une construction sociale. Par contre, Bourgeot (1990a, 1992, 2012) considère que le monde touareg est très structuré de manière verticale, avec des catégories statutaires rigides. Ces éléments de débat illustrent à quel point le même objet social peut être interprété de manière différente par les chercheurs, qui participent à la construction et à la légitimation de certains récits sur d'autres, et donc à réifier en partie le monde touareg, renforçant une unité ou des fragmentations plus ou moins réelles. Ainsi, Grémont (2010) invite à ne pas s'abimer dans des catégories préexistantes (nation, castes, tribus, etc..) et à les questionner, lorsque l'on appréhende le monde touareg.

Le monde touareg peut en réalité être appréhendé comme un ordre politique partageant un certain nombre de normes et de règles, tout en étant fragmenté. Unité et division se côtoient dans une sorte de dialectique, ce qui nous amène à partager un point de vue similaire à celui de Casajus. Ayant conscience de la fluidité de la réalité sociopolitique de la mosaïque politique touarègue, Casajus (1998) constate une *civilité* conservée, y compris dans les moments de luttes intestines entre groupes touaregs. Pour lui, le corpus normatif partagé permet de parler de « cité touarègue » et, éventuellement, d'un ordre politique touareg. Par ailleurs, ajoutons qu'à l'époque précoloniale, il y eut un temps de domination des *Iwellemmedan* entre le XVIIe et XIXe siècle qui s'étendait sur la mosaïque politique touareg allant du territoire du Mali actuel au bassin de l'*Azawagh* au Niger (Grémont, 2010). Avant leurs défaites militaires contre les troupes coloniales françaises, cette domination semblait démontrer, pour nous, le rapport entretenu par les différentes communautés touarègues face à une même autorité symbolique, bien que l'on ne puisse pas parler de pouvoir centralisé, ni d'« un monopole de la violence légitime ». Ces derniers ne parviendront pas d'ailleurs à unir autour d'eux l'ensemble des tribus touarègues contre

les troupes coloniales. Certaines de ses tribus les combattrent et profiteront d'ailleurs du temps colonial pour se repositionner dans les nouveaux rapports de force de la mosaïque politique touarègue et gagner en influence et en puissance relative, à l'instar des *Ifoghas* (Boilley, 1999).

Les efforts des colonisateurs pour administrer les territoires où vivent les populations nomades, dont les Touaregs, les ont amenés à décrire, mais aussi à restructurer le paysage politique touareg, après avoir notamment considérablement affaibli les *Iwellemmedan* (Boilley, 1999 ; Grémont, 2010). L'un des enjeux était de favoriser les tribus coopératives, d'écarter les leaders touaregs opposés aux structures coloniales, de diviser les tribus récalcitrantes et d'en écarter les chefs refusant d'obéir et de coopérer avec les autorités coloniales. Par conséquent, les structures « traditionnelles », que sont les tribus, ont été modifiées, mais aussi rigidifiées dans leur division à l'époque coloniale.¹² À l'indépendance du Mali, les fractions devenaient l'unité de base en milieu nomade et les tribus étaient dissoutes comme structures administratives (Lecocq, 2010, 143-151). Elles allaient pourtant continuer à jouer un rôle clé, malgré le rapport de méfiance entretenu par les régimes maliens successifs (*Ibid.*). En effet, certains chefs de tribus demeurent de précieux collaborateurs que l'administration de Modibo Keita récompense parfois, tout en gardant une attitude méfiante à leur endroit, à l'instar des *Ifoghas* (*Ibid.*) et des *Kel Ansar* (notes de terrain, 2016-2017). Si les structures « traditionnelles » que sont les tribus ne sont pas considérées dans l'architecture étatique officielle, elles conservent donc un rôle informel considéré par les régimes successifs. Excepté cette différence autour du statut de la chefferie, les relations entre l'administration centrale et les chefferies traditionnelles nomades conservent des dynamiques observées aussi en temps colonial, mêlant simultanément coopération et méfiance. Les régimes maliens successifs ont donc conservé et hérité de la représentation du nomade irrédentiste présent dans l'imaginaire colonial français (Grémont, 2017).

Enfin, parallèlement à cela, une logique de castes existe au sein du monde touareg, comme dans les autres communautés sahéliennes (Jourde, 2017). Les castes énoncées de manière systématique sont : les *Imushagh* (traduits par « nobles » dans la littérature), les *Imghad* (traduits par « vassaux » ou « tributaires »)¹³, les *Inadan* (soit la caste des « forgerons » ou des « artisans ») et les *Iklan*¹⁴ (notes de terrain, 2016-2017). Il est important de noter que les statuts d'*Imushagh* et d'*Imghad* n'étaient pas rigides dans le temps et ont pu évoluer (Grémont, 2010). Le temps colonial semble avoir rigidifié davantage ces catégories, par rapport aux évolutions observées. Les imaginaires des élites touarègues actuelles sont assez rigides dans l'appréhension de l'ordre politique touareg passé, bien que de nouveaux récits introduits par les *Ishumars*¹⁵ viennent défier les récits « conservateurs » et « traditionnels »

¹² Par ailleurs, le terme « tribu » est, dans le cas des Touaregs, une réadaptation par le colonisateur du terme émique de *tewsit*. Pour une discussion autour de la réinterprétation et des modifications des structures politiques touarègues à l'époque coloniale, voir Lecocq (2010) et Boilley (1999).

¹³ En référence au tribut payé pour bénéficier de la protection des tribus dites nobles (Bourgeot 1990a, 2012). *Imghad* est le pluriel d'*Amghid*. Il n'est donc pas utile ni pertinent d'y ajouter un « s » lors de son utilisation en français.

¹⁴ Voir note de bas de page 9.

¹⁵ Terme targui qui est une adaptation du terme de « chômeur » en français. Il est utilisé pour qualifier les jeunes chômeurs touaregs du Mali et du Niger s'étant exilés économiquement après les sécheresses des

(Lecocq, 2010). Bien que la réalité socioéconomique des Touaregs ait changé, les appartenances à des castes demeurent assez figées dans les représentations des élites touarègues maliennes, particulièrement chez celles se revendiquant appartenir à une autorité « traditionnelle » ou positionnée hiérarchiquement de manière privilégiée et au sommet du système de castes (notes de terrain 2016-2017).

Dans le cadre de cette présente étude, nous conservons l'emploi du mot « tribu ». Il s'agit présentement du terme le plus employé par les élites touarègues, bien que certains interlocuteurs affirment leur souci de se défaire de ce concept (notes de terrain 2016-2017). Les tribus de la mosaïque politique touarègue au Mali les plus affirmées, affichées et nommées lors de nos entrevues sont les : *Iwellemmedan*, *Ifoghas*, *Cherifanes*, *Idaksahak*, *Kel Ansar*, *Taghat Mallat*, *Kel Essouk*, *Shamanamas*, *Idnan*, *Iredienatene*, *Kel Ghellat* et *Imghad*. Bien qu'*Imghad* soit généralement associé à la caste des « tributaires », le terme est à présent souvent employé comme étant l'équivalent de « tribu ». Ce terme est toutefois plus complexe. Il désigne une caste, mais peut aussi signifier pour certains acteurs un sous-ensemble politique solidaire par ses origines communes et transversales à l'ensemble du nord du Mali. Ce sous-ensemble serait présentement sous l'autorité du général El Hadj Ag Gamou. Ce dernier souhaite mettre fin à ce qu'il considère être la domination des *Imghad* par les *Ifoghas* dans la région de Kidal. Cette récente vision des *Imghad* est âprement débattue au sein du monde touareg (notes de terrain 2016-2017).

Finalement, cette présentation avait pour objectif d'initier à la réalité plurielle du monde touareg, mais aussi à être plus prudent avec les catégories employées pour le décrire. Il s'agit d'inviter les analystes à ne pas céder à une grille exclusivement fonctionnaliste¹⁶ pour appréhender l'ordre politique touareg au Mali et à renouer avec les différentes couches de sens dans l'« histoire » du conflit et - plus spécifiquement dans le cadre de ce rapport - avec la diversité des récits au sein de l'ordre politique touareg. Lorsque l'on étudie plus en profondeur chacune des rébellions touarègues, on constate, certes, certaines continuités, mais également de nombreuses particularités et de nombreux récits qui coexistent en parallèle ou en opposition.

III. Mémoires et rébellions touarègues

Les causes expliquant les rébellions touarègues ont été très tôt identifiées dans la littérature s'étant penchée sur les rébellions touarègues maliennes et nigériennes qui ont été synchroniques, au cours des années 1990. Brièvement, elles correspondent au manque d'inclusion politique des communautés touarègues au sein des administrations et instances étatiques, du manque de développement économique du nord du Mali et du Niger - territoires où vivent de nombreuses communautés touarègues - et du souci de

années 1970 et 1980, et parfois aussi pour des raisons politiques. Ces *ishumar* se sont exilés principalement en Libye, mais aussi en Algérie. Par delà, ce statut social originel, une culture *Teshumara* se constituera, se distançant de l'ordre politique local et des rapports de force de l'élite « traditionnelle » et des logiques de caste associée. Toutefois, ils véhiculeront aussi une lecture romantique et revisitée d'un ordre touareg ancien et donc redéfiniront une lecture de la « tradition » (Bourgeot, 1990a ; Lecocq 2010 ; Bellalimat 2003).

¹⁶ Grille ayant tendance à penser des systèmes complexes avec des sous-unités et unités pouvant interagir mais qui sont rigidifiées et figées dans leurs significations. Il y a une impensée dans l'horizon des possibles associés aux objets sociaux.

l'autogouvernance souhaitée par des franges de ces communautés, particulièrement en milieu nomade. Ces causes reprennent d'ailleurs les arguments évoqués par les acteurs insurgés et s'inscrivent dans une grille fonctionnaliste. Cependant, ces explications ne suffisent pas à comprendre les tensions existantes et réactivées au Mali à chaque conflit, notamment lors de la dernière rébellion touarègue amorcée en 2012. Comment expliquer les fractures communautaires toujours présentes? Pour cela, il faut questionner les communautés et explorer les mémoires et les ressentiments conservés par rapport au conflit, plus spécifiquement entre l'État malien et les rebelles touaregs. Dans le cadre de ce rapport, nous mettrons donc l'accent sur les questions suivantes : Quelles sont les représentations en conflit et du conflit entre les communautés touarègues et l'État malien? Quels sont les fragments de mémoire mobilisés par les élites touarègues pour légitimer la rébellion et expliquer leur ressentiment à l'endroit de l'autorité centrale malienne ?

1) La rébellion touarègue contre le colonisateur

La résistance des populations touarègues contre les troupes coloniales françaises est évoquée à travers divers épisodes d'affrontements. Toutefois, l'épisode le plus mentionné par les Touaregs au Mali est celui de la rébellion de l'*amenokal* des *Iwellemmedan* Firhoun entre 1916 et 1917 (notes de terrain 2016-2017).

Cette résistance, incarnée par la figure de l'*amenokal* Firhoun, est mobilisée fréquemment dans les récits pour souligner une résistance face à une force étrangère oppressante à l'endroit des communautés touarègues, qu'elle soit résumée par l'État central, l'armée ou les administrateurs coloniaux et postcoloniaux. De plus, une continuité est souvent construite entre le temps colonial et le temps postcolonial dans les récits des élites touarègues pour souligner la nécessité et la régularité de la mobilisation de la rébellion pour se protéger (notes de terrain 2016-2017).¹⁷ Les rebelles du dernier conflit amorcé en 2012 vont aussi se référer à ce temps (notes de terrain 2016-2017). Cet épisode a été mentionné ou raconté principalement (mais pas seulement) par les *Kel Adagh* en général et, bien sûr, par les *Iwellemmedan*.

Dans le cas des *Iwellemmedan*, il y a une différence notable. En effet, les *Iwellemmedan* ont été considérablement affaiblis et ont essuyé de très lourdes pertes humaines suite à leurs affrontements contre les troupes coloniales (notes de terrain 2016-2017). À l'indépendance du Mali, les élites *Iwellemmedan* se sont positionnées plutôt du côté de l'État malien pour pouvoir maintenir *a minima* leur statut passé (notes de terrain 2016-2017). Les élites *Iwellemmedan* vont souvent expliquer leur refus d'entrer en rébellion par leur frustration d'avoir perdu autant des leurs dans leurs confrontations avec les troupes coloniales. Ils soulignent aussi qu'ils n'ont pas été assez suivis à l'époque par les autres communautés touarègues (notes de terrain 2016-2017). Par conséquent, il est inutile pour eux de mener

¹⁷ Il y a à la fois cette volonté de créer un continuum entre le temps colonial et temps postcolonial, mais aussi des moments où les interlocuteurs touaregs énoncent une rupture entre ces deux époques. Pour des considérations d'espace, ce débat ne sera pas abordé dans la présente étude. Voir Lecocq (2010) et Boilley (1999) pour une discussion autour de ces éléments.

une nouvelle rébellion, puisque la rébellion de Firhoun n'a pu fédérer entièrement le monde touareg à l'époque (notes de terrain 2016-2017).¹⁸

2) La rébellion ou plutôt la révolte touarègue de 1963

La révolte touarègue de 1963 à 1964 est une période délicate à traiter pour plusieurs enjeux, notamment la qualification. Elle est clé pour appréhender les mémoires du conflit et le ressentiment au sein des communautés touarègues. Elle est souvent présentée comme la première rébellion touarègue de l'État malien postcolonial, que ce soit par les universitaires (Bourgeot 2012; Barbet 2015; Ag Khammadine 2013), mais aussi par des acteurs gouvernementaux et les rebelles touaregs des différentes générations. Elle permet de renforcer l'imaginaire d'un cycle de rébellions touarègues ayant lieu au Mali depuis l'indépendance ou depuis l'époque coloniale, selon les interlocuteurs. Cette grille met l'accent sur une relation dysfonctionnelle entre le pouvoir central et les communautés touarègues alors que cette relation s'avère en réalité bien plus complexe. Dans le cas du pouvoir malien, cela renforce l'imaginaire de l'irrédentisme touareg et d'une nécessaire suspicion à l'endroit de ces communautés (notes de terrain 2016-2017). Dans le cas de la rébellion, elle permet de légitimer un discours historique avec des référents passés pour expliquer le rapport structurellement conflictuel avec l'autorité centrale et de la nécessité de mener des rébellions pour obtenir des droits par la voie des armes (notes de terrain 2016-2017).

La révolte touarègue de 1963 est vraisemblablement plus une *révolte d'humeur et d'honneur* comme l'énonce Zeydane Ag Sidalamine (2012). En effet, la révolte est déclenchée suite à une provocation d'un représentant des forces de sécurité maliennes à l'endroit d'un jeune touareg de l'Adagh, Elladi ag Alla qui lui rappela le sort que les autorités coloniales avaient réservé en 1954 à son père Alla Ag Albacher (Grémont 2017). Une poignée d'hommes mal armés et non organisés se lanceront donc dans cette *révolte d'humeur et d'honneur* animée au commencement par des raisons personnelles (Grémont 2017). Parmi eux, il y avait quelques leaders indépendantistes qui commençaient à esquisser une stratégie politico-militaire. Toutefois, la soudaine révolte de 1963 a précédé la planification et l'opérationnalisation d'une vision politique encore en construction (Boilley 1999, 317-350 ; Lecocq 2010, 181-226).

Une lettre rédigée par Mohamed Mahmoud Ould Cheick, cadi de Tombouctou, et signé par de nombreux chefs et notables de la boucle du Niger (Mohamed Mahmoud Ould Cheikh, lettre du 30 mai 1958), est présentement souvent évoquée par les rebelles touaregs et arabes pour rappeler le souci indépendantiste des communautés nomades à la veille de l'indépendance de l'État malien (entrevue avec un médiateur international, Bamako, 5 janvier 2017). Toutefois d'autres documents et déclarations contemporaines à cette lettre allaient dans le sens contraire (Ag Sidalamine 2012 ; Grémont, 2017). Il y avait donc des désaccords au sein des populations touarègues sur le statut du nord. La féroce répression de la révolte touarègue de 1963 par l'État malien n'en tient malheureusement pas compte.

¹⁸ Quelques jeunes Touaregs *Iwellemmedan* se retrouvent toutefois dans les différentes rébellions. Ils sont probablement plus à considérer dans une logique de trajectoire personnelle.

Elle se base sur des stéréotypes centrés sur le mode de vie (nomade) ou encore sur la couleur de peau (blanche donc Arabes et Touaregs).

Les nombreuses exactions de l'armée malienne, entre 1963 et 1964, ont été recueillies ou rapportées par Ag Baye et Bellil (1986) et Mariko et Boilley (2001). On y constate que la répression s'exerçait aussi sur les civils et les populations nomades qui n'étaient pas des « rebelles ». Cet événement fait donc office d'évènement transformateur et de « blessure singulière » pour les communautés touarègues, plus particulièrement pour les *Kel Adagh* (notes de terrain 2016-2017). La rébellion touarègue de 1990 est faite par les « enfants » des années 1960 (notes de terrain, 2016-2017). Elle est pour eux la restauration d'un honneur perdu au cours des exactions réalisées par l'armée malienne entre 1963 et 1964 (Lecocq, 2010, 266-272). Le motif de la vengeance, en référence à ces exactions, est aussi très présent parmi les récits des rebelles touaregs pour justifier la rébellion de 2006 et de 2012. Il est un événement convoqué systématiquement dans la narration des *Kel Adagh*, mais aussi régulièrement par les autres communautés touarègues pour expliquer le recommencement des rébellions touarègues au Mali. Ces exactions subies par les *Kel Adagh* expliquent aussi pour les autres communautés touarègues pourquoi l'initiative d'entrer en rébellion vient toujours des *Kel Adagh*, particulièrement des *Ifoghas*. Toutefois, dans le cas des *Ifoghas*, leur engagement dans le conflit a vraisemblablement aussi pour objectif de se maintenir au pouvoir et d'assurer leur « survie » face à l'État malien (notes de terrain 2016-2017).

La violence psychologique et physique à l'endroit des populations civiles touarègues de la région de Kidal continue de hanter les mémoires. « On exécutait nos parents et on faisait sortir les enfants pour applaudir l'exécution et chanter » (entrevue avec un cadre de la tribu des *Iredienatene*, Bamako, 23 décembre 2017) ; « Nos femmes étaient jetées en prison et sont mortes dedans avec leurs enfants, dont des nouveau-nés » ; « C'était un génocide » (entrevue avec un vieux cadre *Afaghis*,¹⁹ Bamako, 25 décembre 2016). Ces quelques extraits d'entretiens sont des éléments de description de la violence qui reviennent de manière régulière, lorsque la répression militaire est racontée par les élites touarègues. Un jeune *Adnou*²⁰ de Kidal est allé jusqu'à insister sur l'existence de « four crématoire dans le désert », où l'armée aurait brûlé les populations touarègues lors de cette révolte (entrevue avec un jeune universitaire *Adnou* de Kidal, Paris, 22 février 2017).²¹ Alors que ce jeune Touareg n'a pas vécu ces événements, le poids de la mémoire se révèle être conservé et renforcé, amplifiant la lecture dépeinte de la violence (Licata et al., 2007). Dans le même registre, une de mes interlocutrices m'énonçait que : « les femmes ne veulent pas le retour des militaires ou de l'État à Kidal, car pour elles cela signifie qu'elles risquent d'être violées comme avant [c'est-à-dire comme les femmes touarègues en 1963-1964] » (entrevue anonyme avec une femme leader touarègue, Bamako, 2 février 2017). Cette douleur portée et conservée dans les mémoires des femmes touarègues, particulièrement

¹⁹ *Afaghis* est le singulier d'*Ifoghas*.

²⁰ *Adnou* est le singulier d'*Idnan*.

²¹ Le crime de génocide et la Shoah sont dès lors étroitement associés pour raconter les crimes généralisés et intentionnels réalisés par les représentants de l'État malien. À noter qu'il n'y a qu'un incident relevé par Ag Baye et Bellil (1986, 74) vis-à-vis d'une personne brûlée vive (Silla) par l'armée malienne. Il est par ailleurs difficile de vérifier s'il y a eu d'autres schémas similaires entre 1963 et 1964 avec les sources actuelles disponibles.

celles de la région de Kidal, participe donc à renforcer un ressentiment capable d'amplifier et réactiver le conflit.²²

La citation suivante résume les propos les plus fréquemment tenus sur le comportement de l'État malien à l'endroit des communautés touarègues : « Ils [les représentants du Mali indépendant, principalement les Bambaras/Mandingues] reproduisent les grilles coloniales de l'État républicain jacobin, mais ils font ça en pire, car ils n'ont pas la compétence ». Les nombreuses déclarations de ce type viennent ainsi souligner la continuité du comportement des représentants de l'État malien par rapport à l'ordre imposé, à leurs habitudes répressives et aux préjugés et à la méfiance entourant les Touaregs, tout en soulignant le caractère aggravé de la situation postcoloniale.

3) La rébellion étendue et généralisée des années 1990

La rébellion touarègue au Mali, amorcée à Ménaka en 1990 et portée par les *Ishumars*, s'insère dans la logique d'un nationalisme touareg ethnocentré et unitaire qui cherche à dépasser les clivages tribaux. À noter que de nombreuses élites touarègues tentent de structurer la réalité politique de l'*Azawad*, en énonçant qu'ils ne veulent pas exclure les autres communautés noires, telles que les Songhaïs (notes de terrain 2016-2017). Toutefois, les actes, les déclarations, les référents et les perceptions associés à l'indépendance ou à l'autonomie de l'*Azawad*, et ce, dès la rébellion des années 1990, l'inscrivent dans un nationalisme ethnocentré plus ou moins prononcé (Alzouma, 2012). La rébellion des années 1990 ne parviendra majoritairement qu'à convaincre certaines franges arabes et touarègues, parmi les communautés du nord du Mali, bien qu'elle ait été bien plus étendue et généralisée que la révolte de 1963 (notes de terrain, 2016-2017 ; Grémont et al., 2004).

En 1991, lors de la négociation de l'Accord de Tamanrasset, le positionnement dominant de la tribu des *Ifoghas* à travers le Mouvement Populaire de l'*Azawad* (MPA) et la figure d'Iyad Ag Ghali, provoquent des fragmentations et la multiplication de groupes rebelles parmi les Touaregs. Les plus importants sont, en plus du MPA, le Front populaire de libération de l'*Azawad* (FPLA) et l'Armée révolutionnaire de l'*Azawad* (ARLA). Le Front islamique arabe de l'*Azawad* (FIAA) recrutait dans son cas dans les communautés arabes et maures du nord du Mali et était aussi signataire de l'Accord de Tamanrasset. En 1992, les quatre mouvements vont former les Mouvements et Fronts unifiés de l'*Azawad* (MFUA). Cette alliance signera le Pacte national en 1992 avec le gouvernement malien. Toutefois, cet accord ne permit pas de juguler immédiatement les violences inter- et intracommunautaires qui s'aggraveront en 1994 (Klute, 1995).

Au cours de ces années, des discours clivent et des conflits se structurent autour de préjugés intercommunautaires entre des « gens des dunes », « nomades », « populations blanches » opposés à des « gens du fleuve », « sédentaires » et « populations noires » (Grémont et al.,

²² De nombreuses femmes touarègues participent aussi au processus de réconciliation nationale et de dialogue inter- et intracommunautaire. Certaines ont été favorables à la rébellion puis à la paix et vice-versa. Il ne s'agit pas d'essentialiser les femmes touarègues dans une posture unique (Bencherif et Ag Rousmane, 2017).

2004). Bien évidemment, la réalité est plus complexe et les deux groupes opposés de catégories constitués ne sont pas mutuellement exclusifs.²³ Malheureusement, les groupes armés touaregs, qui s'étaient formés en Libye, méconnaissaient la complexité et l'interdépendance des relations intercommunautaires dans les régions de Tombouctou et de Gao (Grémont et al., 2004). Parallèlement à cela, le groupe *Ganda Koy* (« maîtres ou propriétaires de la terre »), milice majoritairement Songhaï, partiellement instrumentalisé par l'État malien, allait nourrir une idéologie caricaturale dessinant les populations touarègues et arabes comme des menaces contre les communautés noires sédentaires et agricoles (Grémont et al., 2004). Les populations vont donc être prise en otage par des cycles de violence et les conflits entre les groupes armés touaregs et *Ganda Koy* connaîtront un pic en 1994 (Grémont et al., 2004). Ce sont ces imaginaires qui vont être aussi réactivés au cours du dernier conflit en 2012 par les différents groupes armés.

Parallèlement à cela, si le caractère hégémonique des *Ifoghas* sur la rébellion touarègue était contesté par de nombreuses tribus, et non pas uniquement par les *Imghad*, les affrontements les plus importants auront lieu entre le MPA des *Ifoghas* et l'ARLA des *Imghad* (Klute, 1995). Iyad Ag Ghali était l'un des principaux leaders du MPA et l'actuel général Ag Gamou était aussi l'une des figures de proue de l'ARLA. Les interlocuteurs touaregs ont donc tendance à considérer les affrontements actuels entre le HCUA - dominé par les *Ifoghas* proches de Ag Ghali - et le GATIA, composé d'*Imghad* sous les ordres d'Ag Gamou, comme la continuité du conflit des années 1990 entre le MPA et l'ARLA (notes de terrain 2016-2017). Les *Imghad* rencontrés et militants du GATIA me soulignaient régulièrement que le MPA à l'époque, le HCUA à présent, ou tout autre groupe dirigé par les *Ifoghas*, n'avaient pour objectif que de défendre leur positionnement et domination dans la région de Kidal et dans l'échiquier politique nord-malien (notes de terrain 2016-2017). Certains ont même insisté sur le fait que les *Ifoghas* auraient fait semblant de défendre la cause touarègue, mais n'étaient préoccupés que par leurs propres intérêts (notes de terrain 2016-2017).

Mes interlocuteurs, membres et sympathisants du GATIA s'inscrivaient régulièrement dans un récit où le conflit actuel est en réalité une lutte des *Imghad* contre les inégalités, la domination et les abus des *Ifoghas*. *A contrario*, les *Ifoghas* questionnés ont présenté le GATIA comme un outil de l'État malien créé pour les affaiblir. Ces derniers et les tribus alliés soulignaient régulièrement le statut ambigu d'Ag Gamou à la fois officier au sein de l'armée et chef de la milice du GATIA. L'ironie est qu'au cours des années 1990, le MPA avait été vraisemblablement soutenu par l'État malien contre l'ARLA. Par ailleurs, bien que la collusion entre l'État malien et le GATIA soit une réalité, le GATIA d'Ag Gamou suit et défend très probablement ses intérêts propres (Wikileaks 2008b ; entrevue avec un médiateur international, Bamako, 5 janvier 2017).

Enfin, pour les *Idnan*, les *Shamanamas* et les *Kel Ansar* questionnés, les fragmentations observées entre les divers groupes touaregs armés suivaient des allégeances tribales, car ils avaient pour objectif de défendre les intérêts tribaux et locaux (notes de terrain 2016-2017). Les leaders de ces trois tribus m'ont régulièrement souligné que les combattants avaient eu besoin de cadres et d'intellectuels touaregs pour négocier « leurs parts du gâteau » avec

²³ On peut par exemple être « gens des dunes » et appartenir à une « population noire » etc...

l'État malien (notes de terrain 2016-2017). Il fallait que la rébellion ait des retours positifs pour les diverses communautés touarègues.

Pour les *Kel Ansar*, tribu connu pour avoir plus de cadres touaregs et pour être relativement mieux intégrée au sein des institutions de l'État malien que les autres communautés touarègues, les années 1990 ont été particulièrement difficiles et participent à créer un imaginaire tiraillé (notes de terrain 2016-2017). En effet, l'*amenokal Kel Ansar*, Mohamed El Mehdi Ag Attaher El Ansari, ne s'était pas rangé du côté de la rébellion. Les *Kel Ansar*, globalement, suivaient son positionnement (notes de terrain 2016-2017). Pourtant, il y a eu des répressions militaires dans la région de Tombouctou sur les *Kel Ansar* (notes de terrain 2016-2017). Les forces de sécurité ne faisaient alors pas la différence entre eux et les Touaregs en rébellion. Les *Kel Ansar*, pris entre deux feux, d'un côté la rébellion touarègue et de l'autre les militaires maliens, ont donc été obligés d'entrer dans les groupes armés ou de fuir dans les camps de réfugiés (notes de terrain 2016-2017). Des communautés *a priori* pacifiques peuvent ainsi être amenées à repenser leur positionnement à l'aune des circonstances et du regard de « l'Autre » et à finir par s'inscrire, en totalité ou partiellement, dans un récit de conflit avec l'État malien.

4) La rébellion touarègue de 2006

La rébellion touarègue de 2006 était principalement circonscrite à la région de Kidal. Les Touaregs s'accordent généralement sur le fait qu'il s'agit d'une rébellion ne concernant que la région de Kidal. Certains *Kel Adagh*, *Ifoghas* ou proche des *Ifoghas*, soulignent que c'était une manière de négocier, ou plutôt de forcer l'État malien, pour améliorer les choses dans la région de Kidal. « Ils [les dirigeants et les représentants de l'État malien] ne comprennent que la violence » (entrevue avec un vieux cadre *Afaghis*, 25 décembre 2016).²⁴ La relation entre les *Ifoghas* et l'État malien, structurée autour d'une coopération conflictuelle et renégociable, semble s'illustrer parfaitement à travers cette sentence. Cette logique peut être étendue à plusieurs communautés touarègues de l'*Adagh* (Wikileaks 2008a, 2009; Klute et Lecocq 2013). De nombreuses tribus n'appartenant pas à l'*Adagh* me soulignaient que la rébellion de 2006 ne servait que des intérêts particuliers ou certains groupes, mais pas la cause touarègue (notes de terrain 2016-2017).

Ibrahim Ag Bahanga, un des fondateurs de l'Alliance démocratique pour le changement (ADC) et l'un des leaders de la rébellion de 2006, manifeste toutefois son insatisfaction vis-à-vis de l'Accord d'Alger pour la restauration de la paix, de la sécurité et du développement dans la région de Kidal signé en 2006 entre les rebelles et l'État malien. Il fonde l'Alliance des Touaregs du Nord-Mali pour le changement (ATNMC) et décide de continuer le combat au cours des années qui suivent. Ag Khammadine (2013) considère même que cet épisode constitue la quatrième rébellion touarègue qu'il situe en 2008. La mobilisation d'Ag Gamou par le régime malien pour neutraliser les velléités des *Ifoghas*, au cours de ces années, contribuera aussi à modifier les rapports de force qui préexistaient et à renforcer les rancœurs entre les *Ifoghas* et les *Imghad* d'Ag Gamou (Wikileaks, 2008b ; notes de terrain 2016-2017). Pour certaines élites progressistes de l'*Adagh* non membres

²⁴ Ce propos est aussi tenu par certaines élites politiques à Bamako au sujet des communautés du nord du Mali, plus particulièrement vis-à-vis des Touaregs de Kidal (notes de terrain 2016-2017).

des *Ifoghas*, les années suivantes permettront l'émergence de quelques figures s'opposant au pouvoir dit « traditionnel » des *Ifoghas* (notes de terrain 2016-2017). Ces dynamiques participent pour eux à expliquer le déclenchement de la rébellion de 2012 par certaines franges des *Ifoghas*, hostiles à leur endroit. Pour eux, la rébellion de 2012 ne serait pas le seul fait de la rencontre entre une nouvelle génération touarègue nationaliste et des combattants touaregs revenus de Libye.

Conclusion

La rébellion touarègue de 2012 a hérité, mais s'est aussi appropriée les faits et les récits passés. Les élites touarègues mobiliseront ces récits pour façonner des mémoires en fonction de leurs passés connus, de leurs positionnements, des circonstances, de leurs intérêts et de leurs interlocuteurs. Le conflit entre les *Ifoghas* et les *Imghad* d'Ag Gamou, par exemple, ne peut s'appréhender si l'on n'interroge pas à la fois les faits passés et les interprétations des différents acteurs.

Ce rapport n'avait pour objectif que de présenter quelques fragments de mémoires pour démontrer comment les souvenirs, les ressentiments et la manière dont on se dépeint et se remémore les faits passés peuvent jouer un rôle dans le retour au conflit. Il vise à souligner les « blessures singulières », les responsabilités et les dénis locaux des différentes parties dans leurs mémoires des conflits (Grémont, 2013). La mobilisation des mémoires structurées autour d'antagonismes intercommunautaires, par certaines élites maliennes (toute communauté confondue), participe à la cristallisation des tensions et au déclenchement de conflits, à l'instar des différentes rébellions touarègues.

L'explication des rébellions touarègues n'est donc pas à enfermer dans une grille fonctionnaliste sur laquelle on pourrait agir directement par le biais de programmes de développement économique ou de déploiements militaires (comme dans le cadre du G5 Sahel). Il est impératif de multiplier les forums de discussion au Mali et d'éviter de surdéfinir dans des grilles rigides la réalité des rébellions touarègues, des relations entre les communautés touarègues et des communautés maliennes en général. Ces dernières sont multiples et varient en fonction des contextes locaux. Dans les années 1990, les initiatives de citoyens et de notables de la région de Gao ont permis d'instaurer un dialogue intercommunautaire entre les groupes armés avec la rencontre de Bourem en novembre 1994. Alors que le Pacte national avait été signé en 1992 entre les parties au conflit, cette rencontre allait initier un réel processus de paix entre les populations de 1995 et 1996. Ces rapprochements intercommunautaires allaient aboutir à la cérémonie de « la Flamme de la paix » en 1996, marquant symboliquement la fin du conflit (Marty, 2007). Toutefois, depuis, la confiance s'est érodée entre les communautés, au fil des conflits, rendant la paix et la stabilité politique plus difficiles à atteindre (Boutellis et Zahar 2017). Par ailleurs, un niveau supplémentaire de complexité s'est ajouté avec la participation au dernier conflit d'un groupe djihadiste local dirigé par Iyad Ag Ghali: Ansar Dine. Depuis 2012, ce dernier a entretenu des liens et des relations de coopération avec des groupes djihadistes transnationaux (AQMI et le MUJAO). Ces groupes ont d'ailleurs fusionné pour constituer « Jama'at Nusrat al-Islam wal Muslimeen » (Groupe pour la victoire de l'islam et des fidèles) en mars 2017 (Crétois, 2017).

L'un des principaux défis réside donc dans le rôle que peut jouer Ag Ghali dans le processus de paix. Celui-ci bénéficie toujours d'une aura et d'une certaine légitimité dans le monde touareg pour avoir été l'un des principaux acteurs de la rébellion touarègue des années 1990. De nombreux Touaregs de la CMA ou pro-CMA considèrent que la non-prise en compte d'Ag Ghali dans le processus de paix est une erreur (notes de terrain 2016-2017). Il s'agit d'ailleurs d'une des recommandations de la Conférence d'Entente nationale (Dia, 2017). D'un autre côté, de nombreux Maliens, y compris parmi les Touaregs, ne lui font plus confiance et considèrent qu'il s'est radicalisé et qu'il doit démontrer sa volonté réelle d'aspirer à la paix (notes de terrain 2016-2017). D'autres, même au sein des Touaregs, souhaitent qu'il soit jugé et condamné (notes de terrain 2016-2017). De notre avis, il est nécessaire d'entamer des discussions transparentes entre le pouvoir malien et Iyad Ag Ghali, de préférence avec une tierce partie. Une condition non négociable devra être la distanciation d'Ansar Dine avec les groupes djihadistes proches et affiliés d'Al-Qaïda. Ces négociations devraient aussi être sujettes à une communication auprès du grand public pour énoncer de manière transparente les conditions du gouvernement malien et d'Ag Ghali. Cela permettra aux Maliens de jauger les positions d'Ag Ghali, de déconstruire les rumeurs si présentes et persistantes, et d'évaluer concrètement sa capacité à s'inscrire dans des discussions intercommunautaires et dans un vivre-ensemble au Mali. Dans le cas où celui-ci démontre sa bonne volonté, négocier avec lui s'avèrera être nécessaire dans le cadre d'un processus de paix. Dans le cas contraire, il sera important de démontrer son refus de dialogue et de paix pour les communautés du pays. Ainsi, les allégeances préexistantes soutenant Ag Ghali, sur un schéma tribal et communautaire, pourront se défaire progressivement après avoir explicité ses positions clairement. Sans cela, la rhétorique manichéenne le qualifiant de « terroriste » continuera à diviser les communautés le défendant et celles s'opposant à lui.²⁵

Enfin, dans le cas des conflits entre *Imghad* et *Ifoghas*, il est important que les partisans de la ligne dure à Bamako cessent d'encourager et d'alimenter des rancœurs communautaires, par l'entremise de certains acteurs comme Ag Gamou, dans une logique de gestion du conflit par proxy (notes de terrain 2016-2017 ; ICG 2012). Ce mode opératoire ne fait que renforcer la méfiance et suspicion de certaines communautés touarègues à l'endroit de Bamako (notes de terrain 2016-2017). Parallèlement à cela, il serait capital qu'un questionnement s'opère au sein des communautés touarègues sur le fossé existant entre les catégories statutaires passées et la réalité économique et politique actuelle. Cela ne signifie pas de supprimer les autorités dites « traditionnelles ». Les autorités « traditionnelles » doivent certainement conserver un pouvoir consultatif et symbolique, tout en étant pensées au sein de la structure administrative malienne.

²⁵ La réflexion derrière cette recommandation a été nourrie par le souci de trouver une solution à la crise malienne lors de mes échanges avec le Professeur I. William Zartman, la Professeure Marie-Joelle Zahar, le Professeur Bruno Charbonneau et mon collègue Maxime Ricard lors de la IXème conférence du Forum Mondial de la Médiation, tenue à Saint Sauveur le 17 et 18 mai 2017.

Bibliographie :

Articles scientifiques

AG BAYE Cheick et Rachid Bellil, « Une société touarègue en crise: Les Kel Adrar du Mali », *Awal*, vol.2, 1986, 49-84.

BELALIMAT, Nadia. « Qui sait danser sur cette chanson, nous lui donnerons la cadence. Musique, poésie et politique chez les Touaregs », No. 41, *Terrains, Anthropologie et sciences humaines*, 2003, 103-120.

BENCHERIF, Adib. "From Resilience to Fragmentation: Al Qaeda in the Islamic Maghreb and Jihadist Group Modularity." *Terrorism and Political Violence*, 2017, : 1-19. <https://doi.org/10.1080/09546553.2017.1351956>.

BENCHERIF, Adib, et Aurélie Campana. "Alliances of Convenience: Assessing the Dynamics of the Malian Insurgency." *Mediterranean Politics*, 2017, 22(1): 115–34. <http://dx.doi.org/10.1080/13629395.2016.1230942>.

BOURGEOIS, André. « Identité touarègue: de l'aristocratie à la révolution », *Études rurales*, 1990a, pp.129-162.

BOURGEOIS, André. « Le désert quadrillé: des Touaregs au Niger », *Politique africaine*, 1990b, no 38, pp.68-75.

BOURGEOIS, André. « L'enjeu politique de l'histoire : vision idéologique des événements touaregs (1990-1992) », *Politique africaine*, 1992, 48, pp.124-135.

CASAJUS, Dominique. « Islam et noblesse chez les Touaregs », *L'Homme*, n°15, 1990, pp.7-30.

CASAJUS, Dominique. "Les amis français de la cause touarègue". Note critique. *Cahiers d'études africaines*, 1995, vol.35, n°137, pp.237-250.

CASAJUS Dominique. « Art poétique et art de la guerre dans l'ancien monde touareg ». *L'Homme*, 1998, tome 38 n°146. pp. 143-164.

CLAUDOT-HAWAD, Hélène. « Bandits, rebelles, et partisans. Vision plurielle des événements touaregs, 1990-1992 », *Politique africaine*, 1992, 46, pp.143-149.

CLAUDOT-HAWAD, Hélène. « Histoire d'un enjeu politique : la vision évolutionniste des événements touaregs 1990-1992 », *Politique africaine*, 1993, 50, pp.132-140.

GREMONT, Charles. "Mobility in pastoral societies of Northern Mali: Perspectives on social and political rationales", *Canadian Journal of African Studies/La Revue canadienne des études africaines*, vol.48, n°1, 2014, pp.29-40.

JOURDE, Cédric. "Betrayal, Heresy, Exile and Mystical Attacks: The Cost of Changing Islamic Affiliation in an Ethnicized Society (Mauritania and Senegal)." *Mediterranean Politics*, vol.22, n°1, 2017, pp.135-154.

KLUTE Georg. "Hostilities et alliances. Archéologie de la dissidence des Touaregs au Mali (Hostility and Alliances: The Archeology of Dissidence in the Tuareg Revolt in Mali)." *Cahiers d'études africaines*, 1995, pp.55-71.

KOHL, Ines. « Afrod, le business touareg avec la frontière: nouvelles conditions et nouveaux défis », *Politique africaine*, 2013, vol.132, n°4, pp.139-159.

LECOCQ, Baz et Georg Klute. "Tuareg separatism in Mali." *International Journal: Canada's Journal of Global Policy Analysis*, vol.68, n°3, 2013, pp.424-434.

LICATA, Laurent, Olivier Klein, and Raphaël Gély. "Mémoire des conflits, conflits de mémoires: une approche psychosociale et philosophique du rôle de la mémoire collective

dans les processus de réconciliation intergroupe." *Social Science Information* 46.4 (2007): 563-589.

SCHEELE, Judith. "Circulations marchandes au Sahara: entre licite et illicite." *Hérodote*, vol.3, n°142, 2011, pp.143-162.

Ouvrages

BARBET Clotilde. *Les rébellions touarègues au Nord-Mali. Entre idées reçues et réalités*, Études africaines, Série Politique, L'Harmattan, 2015.

BOILLEY, Pierre. *Amidou Mariko, Mémoires d'un crocodile*. Donniya, 2001. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00188529>(January 6, 2017).

BOILLEY, Pierre. *Les Touaregs Kel Adagh: dépendances et révoltes: du Soudan français au Mali contemporain*, Paris, Karthala, 1999.

CLAUDOT-HAWAD, Hélène. *Eperonner le monde. Nomadisme, cosmos et politique chez les Touaregs*. Edisud, 2001.

GRÉMONT, Charles et al. *Les liens sociaux au Nord-Mali : entre fleuve et dunes: récits et témoignages*, Éditions Karthala, 2004.

GRÉMONT, Charles. *Les Touaregs Iwellemmedan (1647-1898) – Un ensemble politique de la Boucle du Niger*, Éditions Karthala, 2010.

HALL Bruce S. *A History of Race in Muslim West Africa 1600-1960*, African Studies, 2011.

LECOCQ Jean Sebastian. *Disputed desert: decolonisation, competing nationalisms and Tuareg rebellions in Northern Mali*, Brill, Leiden [etc], 2010.

SALIFOU, André. *La question touarègue au Niger*. Éditions Karthala, 1993.

SCHELLE Judith. *Smugglers and Saints of the Sahara: regional connectivity in the twentieth century*, Cambridge University Press, 2012.

Thèses

DEYCARD, Frédéric. « Les rébellions touarègues du Niger : combattants, mobilisations et culture politique », thèse de science politique, Institut d'études politiques de Bordeaux, 2011.

Chapitres de livre

AG SIDALAMINE, Zeydane, « De la question touarègue au problème du nord du Mali », dans *Réplique*, L'Harmattan et la Sahélienne 2012, pp.32-90.

ALZOUMA, Gado. « Identité politique et démocratie : les trois dimensions de l'ethnonationalisme touareg au Niger et au Mali ». *Nova collecta Nea africaNa*, 2012, pp.47-69.

BENCHERIF, Adib. « Le « crime-terror nexus » : apories et limites d'une innovation conceptuelle », sous la direction de DÉCARY-HÉTU, David et Maxime Bérubé, *Délinquances et innovations*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2018, 207-223.

BOURGEOIS, André. « La crise malienne : vers une recomposition géopolitique des espaces sahariens », dans Mokhefi et Antil (dir.), *Le Maghreb et son Sud : vers des liens renouvelés*, Paris, Ifri, 2012, pp.91-109.

GRÉMONT, Charles. « « Comment imaginer revivre ensemble ? ». Au Nord-Mali, des responsables civils tentant de préserver la cohésion sociale mise à mal par des groupes armés ». *Sahel- Éclairer le passé pour mieux dessiner l'avenir*, GRIP, 2013, pp.120-132.

MARTY, André. « De la rébellion à la paix au nord-mali : l'indispensable complémentarité de l'État et de la société civile », Jean-Marc Châtaigner et Hervé Magro (dir.), *États et sociétés fragiles : Entre conflits, reconstitution et développement*. KARTHALA Éditions, 2007, pp.291-306.

Rapports et notes de recherche

BOSSARD Laurent et Basile Cazalis de Fondouce. « Les régions de Gao, Kidal, Tombouctou », OCDE, octobre 2015.

BOUTELLIS Arthur, and Marie-Joëlle Zahar. "A process in search of peace: Lessons from the inter-Malian agreement", International Peace Institute, juin 2017.

GUICHAOUA Yvan et Mathieu Pellerin, « Faire la paix et construire l'État. Les relations entre pouvoir central et périphéries sahéliennes au Niger et au Mali », *Études IRSEM*, n°51, juillet 2017.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, « Mali, éviter l'escalade », Rapport d'Afrique n°189, 18 juillet 2012.

SANDOR Adam. "Insecurity, the Breakdown of Social Trust, and Armed Actor Governance in Central and Northern Mali", A Stabilizing Mali Project Report, *Centre FrancoPaix*, Chaire Raoul-Dandurand, août 2017, <https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/3/2017/10/Sandor-english-Report.pdf>.

Bulletins d'information et articles de magazine

BENCHERIF Adib et Assinamar Ag Rousmane, « Voies et perspectives sur le(s) rôle(s) des femmes: pour une résolution de la crise malienne », *Bulletin FrancoPaix*, Chaire Raoul-Dandurand, vol.2, n°3, mars 2017, https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/3/2017/03/Bulletin-Francopaix-vol-2_no-3.pdf.

GRÉMONT Charles, « Origines et perspectives des conflits menés par des Touaregs au Mali », *l'ENA hors les murs*, janvier-février 2017.

Autres sources en ligne

AG KHAMMADINE Badi Dida, « Genèse et évolution du « problème touareg » », *El Watan*, 24 février 2013.

CRÉTOIS Jules, "Fusion de groupes jihadistes au Sahel, sous la bannière d'Al-Qaïda" *Jeune Afrique*, 2 mars 2017, <http://www.jeuneafrique.com/408773/politique/fusion-de-groupes-jihadistes-sahel-banniere-dal-qaida/>.

DIA Ibrahima, « Rapport général de la Conférence d'Entente Nationale-Bamako, du 27 MARS AU 02 AVRIL 2017 », *Malinet*, 2 avril 2017, <http://www.malinet.net/editorial/rapport-general-de-la-conference-dentente-nationale-bamako-du-27-mars-au-02-avril-2017/>

OULD CHEIKH Mohamed Mahmoud, cadi de Tombouctou, lettre du 30 mai 1958, Tombouctou, http://fr.solidaritenordsud.net/res/site107721/res793954_DU-58.pdf.

Wikileaks, Tribal fault lines within the Tuareg of Northern Mali, 6 mars 2008, https://wikileaks.org/plusd/cables/08BAMAKO239_a.html, consulté le 31 octobre 2017.

Wikileaks, Mali using Tuareg militias to combat Tuareg rebels, 30 mai 2008, https://wikileaks.org/plusd/cables/08BAMAKO482_a.html, consulté le 31 octobre 2017.

Wikileaks, Electoral tensions in Tarkint : Where AQIM, Arab Militias, and Tuareg meet, 8 mai 2009, https://wikileaks.org/plusd/cables/09BAMAKO280_a.html, consulté le 31 octobre 2017.

À propos de l'auteur

Adib Bencherif est doctorant à l'École d'Études politiques de l'Université d'Ottawa, diplômé de l'ILERI et titulaire d'une maîtrise en relations internationales des HEI de l'Université Laval. Il est détenteur d'une bourse de doctorat du Programme d'Études supérieures du Canada Joseph-Armand Bombardier du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH). Ses intérêts de recherche portent sur les enjeux de sécurité dans l'espace sahélo-saharien. Sa thèse met l'accent plus spécifiquement sur une étude comparée des représentations et des mémoires des élites touarègues au Mali et au Niger. Affilié à plusieurs centres de recherche en relations internationales, il est, notamment, chercheur associé à l'Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et au Centre Francopaix de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQÀM, membre du Centre interdisciplinaire de recherche sur l'Afrique et le Moyen-Orient de l'Université Laval (CIRAM) et chercheur junior au Canadian Network on Terrorism, Security & Society (TSAS).

À propos du Centre FrancoPaix

Suite au XVe Sommet de la Francophonie et à la Résolution sur les situations de crise, de sortie de crise et de consolidation de la paix dans l'espace francophone, la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques a mis sur pied le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix afin de participer aux efforts et aux objectifs stratégiques de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en matière de prévention et gestion des conflits.

Inauguré en janvier 2016 grâce à l'appui financier de l'OIF, le Centre FrancoPaix s'est donné pour mission de :

- Valoriser la recherche scientifique et la formation universitaire en français dans le domaine des études de paix et conflits, notamment sur les questions de résolution et gestion des conflits et des missions de paix;
- Valoriser la recherche scientifique et la formation universitaire en matière de résolution des conflits à propos des pays francophones, africains notamment;
- Contribuer à la recherche axée sur la résolution des conflits et les missions de paix et concourir à sa diffusion, notamment dans le cadre d'activités de coproduction du savoir avec les décideurs et praticiens du domaine;
- Faciliter les échanges intellectuels et la circulation des savoirs en favorisant la mobilité, l'innovation et les collaborations entre les institutions, les chercheurs universitaires et les étudiants du « Nord » et du « Sud ».

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie. Le CFP est financé en partie par l'Organisation internationale de la Francophonie.

Chaire Raoul-Dandurand | UQAM
C.P. 8888, Succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8
Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca
dandurand.uqam.ca

